

COMITÉ D'INFORMATION ET DE DÉFENSE
DES VICTIMES DE LA REPRESSION EN TUNISIE

C/O Jean GATTEGNO

B. P. 397

75025 PARIS CEDEX 01

C. C. P. La Source 33 34906

Paris le 19 novembre 1975

Camarade,

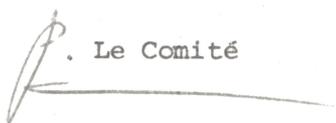
Après une année d'activité de notre comité il est important et nécessaire de procéder à un élargissement de notre travail à l'opinion démocratique et anti imperialiste la plus large.

C'est à la suite du rapport bilan du comité que nous proposons une réunion élargie pour discuter les points suivants:

- 1) La plate forme du comité correspond-elle aux exigences actuelles du travail démocratique. Quelles modifications doit-on y apporter.
- 2) Les structures de fonctionnement du comité sont-elles satisfaisantes. Quelles propositions doit-on retenir pour garantir le fonctionnement démocratique et efficace du Comité.

La réunion élargie est fixée pour le Samedi 29 novembre à 14h 30
au 46 rue Vaugirard
Paris 6
Métro : Odéon, Luxembourg

Nos salutations militantes.

 . Le Comité

Bilan [1974-75] du CIDVRT

Après une année d'activité, il est nécessaire de procéder à un bilan critique de tous ce que nous avons entrepris comme activité.

Ce bilan va nous permettre de clarifier d'avantage le travail démocratique. C.à.d. avoir une vision plus claire et plus juste du travail de défense.

Cette clarification politique est nécessaire pour deux raisons

- 1/ réaliser une unité plus grande entre les militaires du Comité
- 2/ élargir le travail à d'autres personnes susceptibles d'intégrer le Comité sur des bases plus claires

Pour apprécier ce bilan il est nécessaire également de s'arrêter sur l'état du Comité à son départ. Sans s'étendre sur l'activité de l'ancien Comité (CIDVR) nous rappelons l'insuffisance de son travail, tant sur le plan politique que sur le plan de l'information. Il était limité par sa ligne politique et sa pratique bureaucratique. La campagne de l'été 74 était l'illustration de son incapacité à affronter le développement de la répression et d'y répondre aux exigences des tâches démocratiques. C'est dans ces conditions que notre Comité a pris le relais.

Qu'a-t-on fait depuis ?

Il est illusoire de penser que le nouveau Comité à tous les atouts pour arriver à une ligne de défense claire tant sur le plan de la tactique que dans son application.

Il n'est pas facile non plus de se débarrasser de certaines pratiques héritées de l'ancien Comité, à ajouter à cela les limites

Objectifs du comité vu l'inexpérience de la majorité de ses militants
Néanmoins le comité a pu réaliser certains acquis qu'il faut
consolider par une pratique collective, juste et démocratique.

Bilan des activités

Après 4 mois de discussions sur la plate forme, qui ont
affaibli, bonnement le travail (bloqué) le comité a pu
reprenne timidement et avec tâtonnement réactifs :

I L'information

Bulletin Le Comité a pu, plus ou moins, assurer régulièrement cette tâche
qui reste insuffisante. Les tracts n'étaient pas réguliers. Le Bulletin
n'est pas satisfaisant ; le contenu reste assez sommaire et
superficiel (1), la régularité n'est pas respectée. Néanmoins le
jeu de travail fait nous a permis de diffuser à chaque n° 1000
bulletins assurant leur auto financement si on plus

Les carences dues sont : au niveau du contenu [à approfondir
par une information sur les réalités éco; polit. et sociales]
: l'édition du bulletin en arabe

un nombre assez important de personnes de tous les coins de
monde nous envoient demandant le bulletin (y compris la
relevance dans diffusion) ce qui nous a permis aussi d'enregistrer
un soutien matériel appréciable

II Les Sorties du Comité : stands, fêtes et...

D'une façon générale ces actions ont été positives seulement
elles n'étaient pas planifiées pour assurer un travail collectif efficace

III Le Contact avec la presse

Insuffisant, superficiel et irrégulier, car il n'a pas pris
l'aspect de contact direct et permanent avec les journalistes

(1) voir annexe sur le Bulletin

3 Ce qui a été réalisé c'est l'envoi de Bulletin, tracts ou de Communiqués. Pour cette année il faut réellement renforcer ce front d'autant plus que le peu de travail accompli par les rares conférences de presse est prometteur.

IV Contact avec les organisations politiques et syndicales

- avec les O. Tunisiennes nos rapports ont un peu évolué qu'avant mais il faut les inciter d'avantage en renforçant le Comité et ne pas rester au niveau d'envoi de messages de soutien
- avec les O. Français : très peu développé. Nos informations ont transmis par bulletin ou par tract jusqu'à présent contact direct

V Les Meetings :

Malgré l'aggravation vos meetings ont largement positif il faut s'efforcer d'améliorer le contenu de ces meetings en liaison étroite avec les organisations de masse et peurs (UGET, UTIT et...)

Il faut chercher cette année à organiser des meetings communs avec des organisations similaires d'autres pays (Chili, Espagne Maroc etc...)

B LA DEFENSE ET LE SOUTIEN aux Prisonniers et leurs Familles

Il n'a pas été très développé pour plusieurs raisons :

- manque de moyen au départ du mois
- le nombre de plus en plus grand
- il faut informer avant le pouvoir de provoquer une campagne de soutien

Prisonniers Neanmoins nous avons réussi à envoyer deux colis pour les anciens prisonniers ainsi qu'un mandat de 50^F ou de 100^F
Très peu de chose ont été fait pour les nouveaux

Familles : Pour les familles ~~est~~ ce n'est que maintenant que le Comité a eu même de porter le aide appréciable (le chiffre sera

communiqué oralement)

Pour l'envoi des arocos le Comité n'a pas pu s'acquitter convenablement de cette tâche & à temps.

III La Défense des organisations internationales :

a/ Amnesty International : nos rapports ont été bons mais qui sont limités par le manque d'information sur les prisonniers qui peuvent réellement déclencher une campagne assez importante. Son soutien est appréciable malgré leur opposition d'un grand nombre d'observateurs internationaux. Elle peut faire plus si on la pousse.

b/ Fédération internationale des Droits de l'Homme :

Bon rapport mais il faut la pousser pour nous réunir à déclencher la rupture entre la FIDH et le pouvoir (refus d'assister au congrès sur les droits de l'homme)

IV Les Campagnes ~~et~~ et les contacts avec les autres Comités de défense.

Les deux réunions des comités ont permis de faire de petits pas sur la voie de la coordination (deux campagnes avec les mêmes affiches et même tracts et...) de nos actions.

Cette coordination peut donner plus car à dire un souffle nouveau au travail de défense si les projets communs sont réalisés et exécutés à temps, ce qui n'a pas encore été fait.

Ce bref aperçu ne doit pas nous faire oublier les problèmes, les difficultés et les erreurs commises.

Bilan Critique

I au niveau de la ligne de défense : les discussions début de l'année concernant le travail de défense n'ont pas été

mené à bout. Le débat ~~est~~ s'est déroulé dans une atmosphère de subjectivité et de réticence. Ce qui fait que l'homogénéité du comité n'est pas totale. Une bonne partie du comité l'a quitté ~~à~~ pour d'autres obligations.

La plate forme issue de ces discussions n'est pas venue principalement à la suite d'une pratique collective pendant une période relativement longue qui aurait pu nous guider dans la recherche d'une ligne de défense plus claire et plus protectrice.

La plate forme actuelle est assez vague et peu précise.

En plus tout le long de l'année il n'y a pas eu de discussion dans le comité pour renforcer nos actions (absence de bilan à la suite des actions de masses : fête meetings etc....)

L'importance du travail démocratique n'a pas été très claire ce qui fait que le comité a commis des erreurs et en ne ~~ne~~ menant pas une campagne assez large pendant le mois du 18/12/76 concernant le militantisme du Front professionnel pour la libération de la Tunisie.

II Au niveau des méthodes de travail (2)

Le seul acquis, c'est d'avoir mené une activité de masses assez intensive malheureusement on aurait pu faire mieux et c'est la critique principale.

En effet les méthodes de travail n'étaient pas collectives, les décisions sont prises souvent sans consulter les membres du comité. Si de telles initiatives sont nécessaires elles ne justifient nullement cette pratique bureaucratique.

L'information interne ne circule pas au moment opportun ce qui fait que les membres du comité ne sont pas toujours informés de la vie interne et des initiatives externes.

Ajouté à cela certains initiatives ont été prises en dehors du comité

6/ Ce qui réduit le rôle - i au rôle d'exécutant (petites conférences, jurés et...)

Il ne s'agit de refuser de telle imitativité mais de prendre la décision collectivement et avec l'accord de tous les membres du comité. Les relations avec des militants se trouvant sur le terrain de la défense ne sont pas claires et souvent limitent les actions de défense.

Ces méthodes ont abouti nécessairement à un accaparement des tâches par une minorité de militants, faisant tout le boulot, rejetant objectivement les autres militants du travail ainsi, ils hérentent par leur responsabilité à sein du comité et du même coup rejetés du travail pratique. Cet aspect est anti-démocratique dont il faut faire le combatte.

Si nous souhaitons travailler sur des bases claires et justes, il est nécessaire de corriger nos méthodes de travail en assurant un travail collectif et en partageant la responsabilité et ne pas laisser le travail à des comités dont le rôle est très mal défini quoique le principe juste

Pour ce faire il est nécessaire de

I Redéfinir et clarifier la ligne de défense à la lumière de nos acquis et de nos erreurs

II Procéder à une reorganisation interne plus efficace partageant les tâches et la responsabilité

III Établir un programme de travail pour l'année

Projet de plate forme

La répression qui s'abat sur le peuple tunisien ne cesse de s'aggraver pour devenir un système de gouvernement. Cette répression trouve ses origines dans la nature même du régime, régime anti-démocratique, anti-populaire et soumis aux intérêts néo-colonialistes. Cette répression met le régime Destourein en contradiction avec les intérêts des masses tunisiennes à la démocratie et l'indépendance.

En effet, le régime Déstourien inféodé à l'impérialisme n'a pas cessé de mener une politique permettant à celui-ci de piller les richesses de la Tunisie, d'empêcher le développement d'une économie nationale, et de pressurer les masses populaires au moindre coût.

Pour mener sa politique, et dans la vaine tentative de contenir le mouvement populaire, le régime Déstourien a monopolisé entre ses mains tous les moyens d'expression, d'organisation, syndicats et partis, et a toujours recouru à la violation des libertés démocratiques garanties par la Constitution et la Déclaration des Droits de l'homme dont il est signataire.

Dans ce but, le pouvoir a multiplié les formes de l'arbitraire et de la répression, planifiées et exécutées par l'appareil de l'Etat et du Parti unique :

- Le Parti joue essentiellement un rôle d'embrigadement idéologique et de répression politique (mise en coupe des syndicats, police parallèle etc...)
 - L'Appareil policier aidé des divers organismes impérialistes (rafles, tortures, assassinats politiques, enlèvements, détentions arbitraires etc...)
 - L'Armée participe de plus en plus aux campagnes répressives (incorporation forcée, briser les grèves etc...)
 - La Justice est devenue un instrument d'exécution entre les main du Déstour pour opprimer les masses et démanteler les organisations politiques et syndicales.
- A tout cela S'ajoute le contrôle étroit et la censure de tout les moyens d'information : presse, radio, TV, cinéma etc...

Face a cette politique répressive un vaste mouvement de lutte s'est déclanché :

- La classe ouvrière lutte pour ses revendications économiques et syndicales;
- La paysannerie réclament le droit à la terre, dont la spoliation les oblige à l'exode et à l'immigration
- la Jeunesse intellectuelle victime d'une politique d'enseignement sélective et anti-populaire lutte pour ses droits à l'organisation, à l'expression et à la représentativité
- d'autres catégories sociales se sont mises en branle pour arracher les libertés démocratiques fondamentales.

II LES OBJECTIFS DU COMITE

Dans le cadre de la lutte du peuple tunisien pour la réalisation de ses aspirations fondamentales à la liberté et à la démocratie, le comité se fixe pour objectifs :

- La défense de toute personne victime de la répression à cause de ses opinions politiques pour les aspirations démocratiques et nationales du peuple tunisien. Cette tâche est la tâche fondamentale du comité
- La défense des libertés démocratiques
- Le soutien aux luttes du peuple tunisien contre la répression et l'arbitraire

III LES TACHES :

- 1) l'Information : + recueillir et diffuser le plus largement possible des informations sur la répression en Tunisie sous toutes ses formes
- + tenir régulièrement informée la presse internationale et toutes les associations compétantes, susceptibles de répercuter l'information
- + informer régulièrement l'opinion internationale et tunisienne, en France, sur la réalité politique, économique et sociale de la Tunisie

2) la Défense : + assurer aux victimes de la répression en Tunisie et à leurs familles :

- une assistance juridique
- une assistance matérielle et médicales
- exiger un statut de détenus politiques pour les prisonniers
- etant donné la collusion entre les polices françaises et tunisiennes, défendre les tunisiens, objets en France, de mesures administratives et judiciaires, en raison de leurs opinions politiques.

Pour toucher les secteurs les plus larges le comité peut agir en relation avec les organisations politiques et syndicales tunisiennes ou étrangères sur la base de la lutte contre la répression et de la solidarité avec les victimes de la répression.

Enfin, notre travail sera plus efficace si le comité collabore avec toutes les organisations et instances, qui, à Tunis et ailleurs, se fixent des objectifs similaires.

PLATEFORME 1974-1975
=====

COMITE D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION EN TUNISIE

I) La répression en Tunisie n'est ni un fait du hasard, ni une donnée isolée de tout ce qui se passe dans le pays; elle est directement liée à la contradiction fondamentale entre:

- la nature du régime de Bourguiba en tant que régime anti-démocratique, anti-populaire et valet de l'impérialisme;
- et les intérêts profonds des masses populaires tunisiennes qui luttent pour leur droit au pain et à la liberté et pour les aspirations démocratiques et nationales.

En effet, le régime destourien inféodé à l'impérialisme n'a pas cessé de mener une politique permettant à celui-ci de piller les richesses de notre pays, d'empêcher toute réalisation économique en dehors de sa domination, et de pressurer les masses populaires au moindre coût.

Pour mener sa politique, et dans la vaine tentative de contenir le mouvement populaire, le régime destourien a monopolisé entre ses mains tous les moyens d'expression, d'organisation, syndicats et partis, et a toujours recourru à la violation des libertés démocratiques, garanties par la Constitution et par la Déclaration des Droits de l'Homme dont il est signataire.

Dans ce but, le pouvoir a multiplié les formes de l'arbitraire et de la répression, planifiées et exécutées par l'appareil de l'Etat et du Parti:

- le Parti joue essentiellement un rôle d'embrigadement idéologique et de répression politique par:
 - la mise en coupe réglée des organisations de masse (UGTT, UGET, UNFT)
 - l'organisation d'une police parallèle
 - la mise sur pied de cellules professionnelles
 - la création de comité de réactivation
- l'appareil policier aidé des divers organismes impérialistes (aides, matériel, experts) par:
 - rafles, ratissages qui sont une pratique courante dans les cités populaires
 - pratique systématique et diversifiée de la torture, et assassinat politiques
 - augmentation continue des effectifs de la police
 - détentions arbitraires, poursuites judiciaires et assignation à résidence.
- l'Armée est devenue une institution "pénitentiaire" et ceci particulièrement par la vague massive d'incorporation qui s'est abattue sur des centaines de démocrates, Lycéens, Etudiants et Professeurs.
- La justice démasquée dans sa nature de classe joue également un rôle privilégié dans l'oppression des masses populaires et le démantèlement des organisations politiques et syndicales.

A tout cela s'ajoute la "mise au pas" de l'Université et les différentes campagnes de "pacification" tentées par le régime, et enfin, par le contrôle étroit et la censure de tous les moyens d'information (presse, radio, TV, cinéma).

Face à cette politique anti-démocratique et anti-populaire un vaste mouvement de lutte s'est déclenché:

- la classe ouvrière lutte pour des revendications économiques et syndicales;
- les paysans réclament le droit à la terre, dont la spoliation les oblige à l'exode et à l'émigration;
- la jeunesse, étudiants, lycéens victimes d'une politique d'enseignement sélective et anti-populaire et luttant pour leurs droits à l'organisation, à l'expression et à la représentativité;
- d'autres catégories sociales se sont mises en branle pour arracher les libertés démocratiques fondamentales.

II) Les objectifs du Comité:

C'est dans ce cadre politique, c'est-à-dire dans le cadre de la lutte du peuple tunisien pour ses aspirations démocratiques et nationales que notre Comité veut se mobiliser sur un front bien particulier: celui de la défense des libertés démocratiques en général et des victimes de la répression en Tunisie en particulier.

Le Comité ne peut donc mener cette lutte de manière conséquente sans dénoncer la nature anti-démocratique et valet de l'impérialisme du régime destourien et sans soutenir le droit des masses populaires dans la lutte pour la réalisation de leurs aspirations démocratiques et nationales.

La tâche fondamentale du Comité est la défense de toute personne ou groupe victimes de la répression à cause de leur lutte pour les aspirations démocratiques et nationales du peuple tunisien.

III) Notre travail pour mener à bien ces objectifs:

- 1) l'Information: - recueillir et diffuser le plus largement possible des informations sur la répression en Tunisie sous toutes ses formes.
 - tenir régulièrement informée la presse internationale et toutes les associations compétentes, susceptibles de répercuter l'information.
 - informer régulièrement les masses populaires tunisiennes, arabes et françaises.

L'information est assurée de façon permanente par: - un bulletin régulier en français et en arabe,

- des tracts
- des assemblées générales
- des réunions de quartier
- et en fonction de la conjoncture, par des actions de masses ponctuelles (meetings, manifestations, etc.)

- 2) La défense: - assurer aux victimes de la répression en Tunisie et à leurs familles:
 - une assistance juridique
 - matérielles (par de larges collectes) et médicale,
 - exiger le Statut de détenus politiques pour les prisonniers.
 - Etant donné la collusion entre les polices françaises et tunisiennes, défendre les Tunisiens, objets en France, de mesures administratives et judiciaires, en raison de leurs opinions politiques.
- 3) La mobilisation: - mobiliser l'émigration et les masses populaires françaises, par l'information la plus large possible, pour une défense la plus efficace possible,
 - pour toucher plus sûrement ces masses populaires, il faut agir en relation avec les organisations syndicales et politiques tunisiennes; arabes, françaises et étrangères qui les représentent, sur la base des positions communes qui nous lient.

Enfin, notre travail sera plus efficace si le Comité collabore avec toutes les organisations et instances, qui, à Tunis et ailleurs, se fixent des objectifs similaires.

N.B: Le Comité est ouvert à toute personne quelque soit sa nationalité (voir règlement intérieur).